

PRENDRE SOIN
DE LA
MÉTAMORPHOSE HUMANISTE

Carnet de la métamorphose
N°7 – Octobre 2019



HAPPYMORPHOSE

www.mouvancehappymorphose.com

SOMMAIRE

« Happymorphose » : de l'importance de l'optimisme méthodologique.....	4
Partie 1 - Journée Happymorphose / SoL du 15 mai : « Devenir acteur d'une société humaniste »	5
Atelier démocratie participante	5
Du chemin encore à parcourir pour aller vers une démocratie plus « participante », enjeu pour la métamorphose humaniste	5
Grand Débat National : principaux enseignements après une trentaine de débats dans le département du Nord (Hauts-de-France)	8
Atelier « Pour un leadership catalyseur »	10
Les enjeux et signaux faibles de la métamorphose pour nos collègues du Liban.....	12
Les enjeux et les sujets d'inquiétude pour l'avenir, qui menacent une évolution vers la métamorphose humaniste	13
Les Signaux Faibles vus du Liban.....	14
Contre le Repli et la Radicalisation.....	14
Contre l'autocratie	15
En ce qui concerne le Liban.....	15
Post-Scriptum d'octobre 2019	16
Leadership Autocratique, Leadership Catalytique.....	16
La Démocratie participante	17
Partie 2 - Signaux faibles de la métamorphose humaniste	18
Le souci du climat, « déclencheur » d'une métamorphose volontaire de grandes entreprises	18
Aux Etats-Unis, majors pétrolières et gazières, constructeurs automobiles, ... s'opposent à Donald Trump et à ses mesures anti-environnementales	18
Grève mondiale pour le climat : de plus en plus d'entreprises poussent leurs salariés à manifester	18



Nestlé, Danone, Burberry... 87 grandes entreprises s'engagent à respecter une trajectoire 1,5°c.....	19
Une métamorphose parfois un peu « forcée » : le poids des opinions publiques, des salariés ou des pouvoirs publics	19
Le poids des « consom-acteurs » : le succès de l'application Yuka a forcé Intermarché à modifier ses recettes	19
Plus de 6 000 salariés d'Amazon poussent le géant à soutenir une résolution pro-climat lors de l'assemblée générale	20
En Norvège, le volontarisme des pouvoirs publics « paye » : plus de la moitié des voitures neuves sont électriques... corbillard y compris	20
Des investisseurs de plus en plus soucieux des investissements « durables » qui contraignent les entreprises à être plus transparentes.....	20
Et, à la Prévert, d'autres alertes allant dans le même sens	21
Des signes d'une vitalité sociétale forte de la « société civile »	21
Des mobilisations citoyennes en tous genres fleurissent.....	21
Quand « la rue » impose son point de vue : Soudan, Algérie, Hong-Kong, Russie.....	22
Un « petit exemple » symptomatique de mobilisation « spontanée »	23
Le développement d'un vrai activisme citoyen chez les très jeunes : Greta Thunberg et les autres... ..	23
L'Ascenseur : collectif ET hybridation pour lutter contre la fatalité des inégalités sociales	25
La métamorphose de la démocratie en marche ?	26
« L'université d'été de l'innovation publique » : 150 défis territoriaux pour une nouvelle gouvernance sociétale.	26
Le CESE au coeur de la métamorphose de notre démocratie	26
Les emojis, nouvelle écriture de la métamorphose ?	28
Quelques nouvelles d'Happy-morphose.....	29
Soirée débat le 14 novembre à Paris : « C'était mieux demain ».....	29
La version américaine du livre « Homo sapiens à l'heure de l'intelligence artificielle. La métamorphose humaniste » est sortie en juillet dernier.....	29



« Happymorphose » : de l'importance de l'optimisme méthodologique

« On ne peut pas prévoir l'avenir de façon sûre » dit souvent Alain de Vulpian.

Mais « si l'évolution se poursuit dans les mêmes directions, une société des gens relativement harmonieuse, équilibrée et épanouie s'avérera sans doute suffisamment avisée pour relever les défis géopolitiques, écologiques et biologiques vitaux auxquels Homo Sapiens sera confronté au XXI^e siècle » écrit-il avec Irène Dupoux-Couturier dans « Homo sapiens à l'heure de l'intelligence artificielle. La métamorphose humaniste » (en américain « Homo sapiens. Collapse or Fulfillment. The humanist metamorphosis »).

En reconnaissant que dans le même temps, « la métamorphose pourrait bifurquer vers un ailleurs autoritaire ou chaotique, quitte à ce qu'elle réémerge dans quelques siècles ».

Car plusieurs grandes séries de menaces pèsent sur elle :

- la résistance des grandes entreprises financiarisées,
- les incertitudes liées à l'expansion extrêmement rapide du numérique,
- et la persistance de la démocratie représentative et bureaucratique telle que nous la pratiquons.

Ce carnet 7, qui attire particulièrement l'attention sur la métamorphose des entreprises et sur celle de la démocratie, nous semble bien refléter un processus « d'optimisme méthodologique » qui irrigue un grand nombre des acteurs de la métamorphose en cours.

Plus que d'une méthode, il s'agit d'un état d'esprit.

Au point de bifurcation où nous nous situons, où la métamorphose de l'humanité peut être détournée au profit d'oligarchies politiques, financières, technologiques, religieuses ou communautaristes, les scénarios d'avenir optimistes ou pessimistes sont devant nous.

Nous avons le choix : on peut « virer collapsologue » ou au contraire décider d'influencer son environnement, d'agir pour favoriser la voie humaniste qu'ouvre la métamorphose.

Pour favoriser les scénarios positifs à nos yeux d'humanistes, comprendre sur quoi peser et ce qu'il faut « catalyser », ou au contraire ce qu'il faut essayer d'éviter, il est essentiel de repérer les signaux faibles de cette métamorphose humaniste.

Merci à tous ceux qui ont contribué à ce travail de repérage et ont permis l'élaboration de ce nouveau « Carnet de la métamorphose » !



Partie 1 - Journée Happymorphose / SoL du 15 mai : « Devenir acteur d'une société humaniste »

Nous vous proposons dans ce Carnet 7 quelques réflexions et pistes de réponse issues d'ateliers tenus lors de la journée organisée le 15 mai à l'Université Catholique de Lille autour du thème « Devenir acteur d'une société humaniste » ainsi que le compte rendu fait par nos collègues libanais de « l'atelier d'accompagnement » qu'ils ont mené en parallèle à cette journée lilloise, plus centré sur la situation dans le monde arabe et-ou au Liban.



Atelier démocratie participante

Du chemin encore à parcourir pour aller vers une démocratie plus « participante », enjeu pour la métamorphose humaniste

L'un des ateliers fut l'occasion de partager les **expériences concrètes** de deux témoins privilégiés d'initiatives permettant aux citoyens de s'exprimer et d'échanger sur les solutions à apporter à leurs « problèmes ». Thérèse Lebrun pour le « Grand débat » et Hervé Chaygneaux-Dupuy pour « les Ateliers de la citoyenneté » à Lyon.

Thérèse Lebrun, ancienne rectrice de l'université de la « Catho », aujourd'hui président-recteur délégué, a été choisie pour être l'un des trois « garants » du Grand débat pour le département du Nord. Elle a à ce titre assisté à une trentaine de réunions publiques (entre janvier et mars, 339 réunions publiques ont été organisées dans le cadre du Grand débat pendant deux mois dans le département du Nord). Dans l'article du Carnet qui suit, elle nous livre ce qui lui est apparu comme les éléments clefs à retenir de son expérience.¹

¹ NB : La mission des garants était de faire respecter sur le fond et la forme la « charte du grand débat », dont les discussions étaient centrées sur quatre grandes thématiques : la fiscalité, la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'Etat et des services publics, la transition écologique. Il était également, important de « garantir que c'était bien un débat de politique nationale et non local », pour remonter ensuite une synthèse globale des débats où ils étaient présents.



Thérèse Lebrun a été très frappée par la qualité des débats.

Son constat est que **les gens sont blessés. Ils pensent avoir la compétence pour donner leur avis, dire ce qu'ils vivent, ce qu'ils souhaitent. Le manque de contacts humains pour pouvoir parler dans le cadre de démarches administratives est toujours présent** (il y a même les personnes habituées à utiliser le digital qui expriment leurs difficultés).

L'un des regrets de Thérèse Lebrun est d'avoir rencontré des **gens aux profils relativement homogènes** : plutôt des seniors, assez impliqués dans la vie locale (associations ou autres), manifestant une inquiétude non pour eux mais plus pour leurs enfants et petits-enfants. Il y avait peu ou pas de jeunes ni de personnes réellement dans la précarité (économique ou sociétale) ou bien faisant partie de « l'élite ».



Pour eux, le président Macron a lancé le grand débat pour sortir de 40 ans d'incurie « où l'on nous a écouté de moins en moins ».

Les principaux constats qui ressortent de l'ensemble des débats convergent sur deux points : un **décalage très fort ressenti entre d'un côté des élites qui ne pensent qu'à faire carrière et le peuple qui souhaite être écouté et compris ; le rejet massif de ce qui est injuste et inacceptable.**

Deux « absences » importantes ont été relevées : pas de critique des entreprises, des fonctionnaires et des médias ; et...pas de jeunes présents aux réunions : la question se pose de savoir s'ils se sentent citoyens

Les besoins exprimés étaient très convergents : besoin de proximité au quotidien ; besoin d'écoute ; besoin d'humain ; besoin de reconnaissance. In fine, les demandes portaient prioritairement sur le pouvoir d'achat et les retraites

En conclusion les participants exprimaient l'existence d'un profond ras-le-bol, avec le sentiment d'un **manque clair d'éducation, de partage et d'explications** : pour résumer, « nous ne sommes pas bien informés et nous ne nous informons pas bien, il y a un manque de connaissance de nos institutions et un manque de compréhension des décisions publiques qui sont prises ». (voir Encadré)

Hervé Chaygneaud-Dupuy, quant à lui, a attiré l'attention sur un enjeu central : pouvons-nous prendre la main sur ce qui nous concerne et ne plus attendre de l'autre, des autres, du pouvoir ?

Pour lui, quand Macron a dit « passer des colères aux solutions », c'est riche de sens tout en étant dangereux. Car cela peut sous-entendre que le pouvoir allait trouver des solutions alors



qu'il faut **que les citoyens prennent la main afin d'être force de propositions, de construire des solutions au niveau local**. C'étaient la finalité initiale des « Ateliers de la citoyenneté ». Ce besoin-là n'est pas récent : les ateliers ont été créés en 2002 !

Le besoin d'initiatives remonte depuis au moins 30 ans de la part des gens ordinaires. Sa non-satisfaction conduit à un mécontentement croissant, qui se manifeste notamment à travers les abstentions aux élections. En parallèle, il y a les « ET si » ... C'est-à-dire les gens qui disent « et si nous faisons ça » et qui ne **passent pas à l'acte car ils n'ont pas les codes et que la passivité les a gagnés**, qu'il est plus confortable de regarder la télévision, d'avoir une vie de consommation simple. Le résultat est qu'ils ne sont pas satisfaits. Car la quête de la plupart des gens c'est le bonheur. Il faut aujourd'hui **redécouvrir le bonheur d'être relié, c'est ça la promesse démocratique**.

« La promesse de 1789, c'était la liberté par les droits. On s'émancipait et on gagnait des droits et la possibilité de s'occuper de ses affaires, mais en se déchargeant de la politique, on se déchargeait de cette condition qui est la possibilité d'avoir des droits et de les exercer. »

Les ateliers de la citoyenneté permettaient de travailler cette compétence citoyenne en travaillant sur une question au niveau local et en prenant le temps pour trouver la ou les solutions.

Ce qu'il en ressort, c'est que **le débat démocratique demande de développer des compétences citoyennes qui s'appuient sur l'écoute, le questionnement, le partage des idées, l'acceptation de la parole et l'argumentation de l'autre et le respect de chacun dans sa diversité**.

Aujourd'hui ces compétences sont à développer pour nourrir le dialogue et avoir des débats porteurs de solutions. Là nous voyons bien la limite de certains Gilets jaunes, pour lesquels c'est « leur » parole qui doit être prise en compte, tel quelle : cela entraîne un manque de reconnaissance des autres (« il n'y a que moi qui compte dans ce que je dis ».). Comprendre la complexité du monde nécessite en effet de se remettre en cause. Il faut pour cela créer des espaces de parole où le respect des autres et la liberté de parole sont les règles. C'est à ces conditions qu'émerge la possibilité de construire.

En conclusion, Il est important de partir des personnes pour faire de la politique, se mettre ensemble pour trouver des solutions en partant des personnes en local pour aller vers le global.



A l'issue des échanges, les **différents temps de la démarche de démocratie participative** semblent pouvoir être :

- La colère doit s'exprimer (et elle s'est exprimée...)
- Saisir ce moment pivot pour recréer du lien entre les personnes et les différentes instances de décision
- Le débat se construit ensuite
- La « connaissance » est essentielle : l'éducation, le partage et les échanges pour éviter de débattre sur des choses fausses
- Déplacer le regard pour faire émerger des nouvelles approches
- Aider les collectifs à agir et à dégager des propositions

Nous avons encore un chemin important à faire pour inclure les différentes composantes de la population et démontrer tout l'intérêt de créer du dialogue pour élargir les perceptions des personnes afin de les rendre acteurs.

L'éducation est clairement apparue comme une priorité pour rendre les personnes acteurs.

Grand Débat National : principaux enseignements après une trentaine de débats dans le département du Nord (Hauts-de-France)

Par Thérèse Lebrun, Président-Recteur délégué, Université Catholique de Lille, Garante du Grand Débat National dans le département du Nord.

Le climat de ces rencontres fut plutôt marqué par le respect, l'écoute, l'échange à partir des 4 thèmes proposés.

Le public, ni très riche, ni très pauvre, plutôt âgé, est souvent impliqué dans la vie locale, associative, citoyenne ou politique.

Nous avons choisi deux angles d'approche dans le présent écrit : tendances de fond des débats ; et les jeunes ?

Tendances de fond des débats

On sent un « ras-le-bol » généralisé, attribué souvent à 30 ou 40 ans pendant lesquels les personnes estiment n'avoir pas été reconnues ou écoutées, avoir été prises « pour des nuls » ou des « incapables de comprendre » et avoir vu s'agrandir le fossé riches/pauvres ou/et élite/citoyens (le mot « élite revient souvent dans les propos).

Ce « ras-le-bol » est à rapprocher de la complexification tous azimuts ; de la perte des liens humains dans l'accès aux services publics jugé déshumanisé, marqué par la dématérialisation, l'internet et le tout informatique ou numérique, par l'absence de lieux de proximité (l'exemple



des passeports et cartes d'identité est souvent repris) et donc par l'absence de réponses aux questions, surtout si elles sont spécifiques. « Ras-le-bol » lié aussi au millefeuille administratif et des collectivités territoriales qui revient dans quasiment toutes les rencontres. Et, de façon marquée dans tous les débats, rejet complet d'une élite de hauts fonctionnaires qui se trouvent « là-haut », « dans les hautes sphères », complètement éloignés du peuple et des citoyens, touchant des salaires jugés indécents (et « plus élevés que celui du président de la République »), bénéficiant de toutes sortes d'acquis, ne s'occupant que de leur carrière et ignorant la vie quotidienne et ordinaire et, a fortiori, les difficultés qui peuvent lui être liées.

Un public très inquiet aussi « pour ses enfants et petits-enfants » qui, dans certains cas, est venu pour cette raison précise. Enfin, un public marqué par les inégalités et injustices ; qui souhaite des explications et de la transparence.

Et les jeunes ?

En recoupant diverses réactions, j'arrive aux conclusions suivantes : les jeunes ne se sont pas sentis invités au débat. Les sujets « organisation de l'État et des services publics », « fiscalité et dépenses publiques » les motivaient peu.

Une question : se sont-ils sentis citoyens, appelés comme tous les autres citoyens ? ils sont en permanence connectés les uns aux autres, et pas seulement sur leur territoire géographique, et estiment qu'ils échangent déjà en permanence les uns avec les autres au travers des réseaux sociaux ; pour les jeunes en âge universitaire, les plus de 30 ans ont déjà pris de mauvaises habitudes : ce sont les générations plus âgées qu'il faut sensibiliser, notamment en matière de transition écologique ; on ne prend pas assez les jeunes au sérieux, y compris avec « leurs réseaux sociaux bien utilisés ». C'est là qu'ils situent le choc des générations, entre eux et les plus âgés qui n'utilisent pas – ou pas de la même façon – les réseaux sociaux ; ces jeunes se sentent : peu écoutés, peu entendus, peu crédibles ; leur voix est peu prise en compte ; d'ailleurs, ils ne sont pas représentés en politique ou à l'Assemblée Nationale, disent-ils.

L'absence des 30/40 ans me semble aussi pouvoir être liée à leurs charges : professionnelles et familiales. **En tout état de cause, il conviendra de bien entendre les demandes du peuple français.**



Atelier « Pour un leadership catalyseur »

Dans un monde métamorphosé, le leadership change de nature pour permettre à l'entreprise de s'adapter à un environnement complexe et changeant.

C'est le « leadership catalyseur » qui doit assurer innovations et cohérences. Deux témoignages ont servi de fondement aux échanges. Celui de l'amiral François Dupont, pour son expérience de commandant d'un sous-marin nucléaire où le leadership doit être d'équipe, et celui de Bertrand Ballarin, quand il était directeur des Relations sociales de Michelin, grande entreprise internationale contrainte à s'adapter dans un monde d'extrême concurrence.

C'est Marie-Christine Villagordo, co-fondatrice de Human Exponentiel et facilitatrice de l'atelier, qui introduit la réflexion.

La rapidité des métamorphoses implique une nécessité de changer de posture. Le leadership est à la fois un état d'esprit et un état d'être. Dans sa version traditionnelle, sont mises en avant les compétences techniques mais on oublie bien souvent la personne, sa singularité, son potentiel, ses talents. Or le leadership ne peut pas exister sans cette unicité.



Quand ces éléments sont rassemblés pour mettre en oeuvre son leadership, il faut l'expérimenter et l'explorer dans ses actes quotidiens afin de développer un leadership authentique, catalyseur des énergies individuelles et collectives.

Les valeurs de bienveillance, de respect, de goût de l'autre, de l'apprentissage et de la pédagogie permettent de développer un leadership authentique, catalyseur, qui nourrit. C'est dans ce sens que convergent les deux témoignages.

La catalyse est l'accélération d'un processus chimique par un agent, une substance qui va changer le rythme de la réaction en chaîne, mais pas sa substance. Par analogie, le leadership catalyseur va permettre à un collectif de travail de procéder à sa réaction en chaîne en le facilitant, mais en le laissant rester ce qu'il est. On garde donc un chef, mais qui porte réellement cette pensée.

Pour Bertrand Ballarin, la volonté de devenir catalyseur a été « portée par l'incompétence ». Arrivé à la direction de Michelin, il est mis en charge d'une usine de production de pneumatique. Comme un chef doit être authentique et parler vrai, et étant donné qu'il ne connaissait rien en termes techniques à la fabrication des pneus, il était un peu perdu. Il échangeait avec ses employés, qui s'inquiétaient d'une fermeture de l'usine.



Il a été honnête et l'a dit : l'usine était en danger. A partir de ce moment-là il y a eu plus de volontarisme de la part des ouvriers qui participaient aux réunions pour souffler la réponse : « il faut se spécialiser en pneus d'avions ».

On en retient qu'il est essentiel de **ne pas casser le miracle des équations horizontales** (qu'une hiérarchie top-down ne permet pas) mais s'organiser autour du principe de responsabilité, qui existe à chaque échelon.

La question de la balance entre pouvoir d'agir et rendre compte a été soulevée. Quand on donne du pouvoir d'agir et de responsabilité aux gens, il faut se poser à chaque fois plusieurs questions : « **pourquoi ont-ils besoin de mon aide ?** » (il est important de ne pas agir à leur place) ; « **de quoi ont-ils besoin pour trouver une solution à ce problème ? Quelle est la compétence, l'information qu'ils n'ont pas ?** » C'est cela qu'il faut leur donner, « instiller » doucement.

Le leader se retrouve alors dans une situation nouvelle, qui permet de déclencher de **l'intelligence collective**. Ce qui ne peut arriver que lorsqu'on arrête de couper les diagonales entre les membres. Le chef est toujours le chef mais sait ce que l'échelon du dessous cherche à faire, et organise une organisation de travail conscience, agissante ; en mettant du sens dans l'action. C'est typiquement quelque chose qu'on découvre en faisant et non en expliquant. Il s'agit de donner du sens, « le sens de la compréhension autour ». C'est là que le leader devient catalyseur.

Il y a un mélange de libération de parole mais aussi d'action : il faut « rendre leur travail aux gens », aux employés compétents et responsables. C'est cela qui fonde une confiance réciproque. Il faut se débarrasser de ce qui entrave l'action, notamment collective. **Il faut laisser aux gens mettre en oeuvre les choses par eux-mêmes, en faisant en sorte qu'ils arrêtent de demander sans cesse la permission à leur chef** : il faut qu'ils se rendent compte que certaines décisions sont de leur domaine de compétence et sensibilité, et qu'en conséquence ils peuvent agir.

Pour François Dupont, qui vécut l'expérience du commandement d'un sous-marin nucléaire de 111 personnes pour une mission de dissuasion nucléaire, la question était « Comment les gérer pendant 70 jours à des milliers de kilomètres de la France, avec pour but surtout de ne pas rentrer » (car cela signifierait que la mission a échoué) ?

Il met en avant trois grandes clefs :

- **L'autorité**, dans le bon sens du terme, celui d'une vertu, d'une énergie (et non pas l'autoritarisme). Où se situe-t-elle ? Qui la détient ? La **première source d'autorité n'est pas le patron, c'est la mission**. Celle-ci doit être partagée du patron aux employés en bas de l'échelle.
- **La responsabilité** : c'est la deuxième source de l'autorité. Avoir des compétences conduit à avoir une responsabilité et donc une autorité. Cela correspond à un sens profond de



l'appropriation : chacun doit se sentir accroché à sa responsabilité proche avant de se tourner vers quelqu'un d'autre. In fine, le patron, c'est celui qui fédère l'ensemble de ses collaborateurs, l'ensemble de ces autorités, pour donner l'élan nécessaire au bon fonctionnement. La légitimité est partagée par tout le monde, **le chef n'est là que pour fédérer et déléguer, amener à une confiance mutuelle. Si un problème se pose, il faut qu'il remonte le plus tard possible au commandant, car d'autres personnes peuvent et doivent avoir la solution.** Typiquement, quand on est chef du quart sur un porte-avion, « ça tourne » : au bout d'un moment on ne l'est plus. Ceci favorise la prise de distance vis-à-vis du pouvoir et donc de l'abus de pouvoir. Le « chef » provisoire n'est pas forcément plus responsable que les autres.

- **La bienveillance** : il faut certes reconnaître les compétences et responsabilités de chacun au sein de l'organisation et au service de la mission, mais, au-delà il est essentiel de reconnaître ses qualités humaines.

Le leader lui aussi a des émotions ; bien réussir un commandement et une opération ça doit aussi être une profonde émotion : c'est une force.

Les enjeux et signaux faibles de la métamorphose pour nos collègues du Liban

Lors de cette journée Happymorphose, nous avons le plaisir d'avoir un moment en vidéo en direct une équipe de chercheurs libanais ... En parallèle aux réflexions et échanges qui avaient lieu à Lille, ils ont « planché » de leur côté sur les grands thèmes de la journée dans ce qu'ils ont intitulé un « atelier d'accompagnement ».

Réunis par Joseph Khoury, professeur de Psychologie Sociale et PDG de REACH, une société d'études implantée au Liban et dans le monde Arabe, les participants à cet atelier étaient : le Professeur Bassam el Hachem, philosophe politique et anthropologue ; Bernard Bridi, conseiller en communication et ancien directeur de l'agence Young & Rubicam, détenteur de diplômes en Sciences Sociales et en Géostratégie ; le Dr. Rajaa Zakaria, professeur de Psychologie sociale à l'Université Libanaise, membre de l'équipe de REACH, et spécialiste de sémiotique ; Tanios Chahwan doctorant qui a travaillé sur une applications des courants socio-culturels aux élections ; Charly Chaparian doctorant aussi, qui a travaillé sur une application des courants socio-culturels à la famille au Liban.



Voici le compte rendu de leurs travaux, qui alimentent notre regard sur les évolutions souhaitables / possibles / contrariées de la métamorphose humaniste.

Les enjeux et les sujets d'inquiétude pour l'avenir, qui menacent une évolution vers la métamorphose humaniste

- **Le vocabulaire humaniste se fait de plus en plus rare dans les discours des principaux dirigeants internationaux** (qui sont élus). Il est vrai qu'en politique, les actes n'ont toujours pas été un fidèle reflet des mots, mais l'évanouissement des mots n'est pas de bon augure. « On commence par céder sur les mots, on finit par céder sur les choses » (Freud). De plus, il est facile d'observer l'exercice de standards doubles, où les « bons » et les « mauvais » sont classés selon des critères de convenance plutôt que des critères de valeurs humanistes. Non contenue par un discours de référence humaniste, ni par des standards s'appuyant sur des valeurs, la force débridée est susceptible de mettre en danger des pays, des nations et un nombre incalculable de vies humaines.
- **Les replis identitaires et les poussées du communautarisme se révèlent menaçants.** Notre monde requiert de plus en plus d'ouverture, de tolérance et de solidarité pour pouvoir gérer l'énorme variété et la complexité qui caractérisent les temps actuels. L'Europe, pourra-t-elle gérer son avenir si le nationalisme étroit prend le dessus ? Sur le long terme, les Etats-Unis pourront-ils continuer à se cloîtrer dans l'unique souci de leurs intérêts nationaux sans créer d'antagonismes avec les autres pays ? Les pays arabes n'ont-ils pas intérêt à faire valoir les complémentarités qui les réunissent au lieu de cette volonté de dominance qui leur vaut nombre de malheurs ?
- **L'impact sur l'emploi des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle.** Elles menacent un nombre considérable d'emplois avec pour conséquence la marginalisation de secteurs entiers de la société incapables de suivre et de s'intégrer aux marchés naissants du travail. Le défi est d'autant plus grand pour le Moyen-Orient où le chômage atteint des proportions très élevées bien au-delà de 20 %, dans plusieurs pays de la région. L'instabilité et les mouvements radicaux qu'on y observe ne représentent-ils pas le fruit d'un rejet de cette modernité qu'on n'arrive pas à domestiquer ? Les régimes autoritaires qui ont sévi et qui sévissent dans la région n'y sont-ils pas pour quelque chose ? L'autocratie ne peut s'exercer sans des restrictions sur ce qui peut être dit et ne pas être dit. Ces restrictions finissent par appauvrir le vocabulaire et par conséquent la pensée. Comment faire face à la complexité si l'on ne possède pas les outils de la pensée susceptibles d'en relever les défis ?
- **La manipulation des données personnelles** par les sociétés de big data, qui peuvent les vendre à toutes sortes de marchands, mettent en danger la vie privée des gens.



Pour ce qui est du Liban particulièrement, les craintes qui s'expriment le plus fortement concernent :

- La **démocratie représentative** supposée le caractériser alors que le système continue de compartimenter les gens en les emprisonnant dans leurs appartenances confessionnelles. Les mouvements trans-confessionnels se retrouvent handicapés. Les aspirations au changement sont stérilisées.
- **Le manque d'espaces publics** où les Libanais de toutes les catégories sociales peuvent se rencontrer. Il ne reste plus que l'espace virtuel des médias sociaux, où les rapports entre individus ne peuvent en aucun cas remplacer le lien social créé par le face-à-face.
- **L'environnement** où rien n'est fait pour le protéger ni de la pollution, ni de la destruction systématique par les carrières sauvages qui emportent ses montagnes. La gestion des déchets se fait par gestes épidermiques sans vision et sans recours aux méthodes établies internationalement dans ce sens.
- **L'insécurité psychologique concernant le lendemain.** La sécurité physique étant bien assurée par les forces de l'ordre, les Libanais se posent beaucoup de questions en ce qui concerne leur avenir. Au vu des crises internationales et régionales, des difficultés économiques que connaît le pays, et du manque de gouvernance avisée, les incertitudes sont plus alarmantes que jamais.
- **L'émergence dans la famille au Liban d'un nouveau type de jeunes : Les « téméraires individualistes »** centrés sur leurs besoins et aspirations « immédiats » sans égards pour l'autre, même pour leurs parents, avec un penchant accentué pour la prise de risque. Les familles qui abritent ce type de jeunes sont caractérisées par davantage de conflits intra-familiaux. À une échelle plus large, le court-termisme et le déficit d'harmonie sociale seront favorisés.

Les Signaux Faibles vus du Liban

Le groupe a considéré comme étant des signaux faibles non seulement des observations de type personnel, mais aussi des événements qui malheureusement n'ont pas bénéficié de l'attention qu'ils méritent bien qu'ils représentent un coup de pouce susceptible de favoriser un cours humaniste de l'histoire.

Contre le Repli et la Radicalisation

Deux signaux faibles :

- On continue à discuter en Occident et dans le monde islamique s'il faut ou non considérer le port du voile islamique comme un devoir religieux. Alors qu'en 2012, une thèse de doctorat ayant obtenu une mention Très Honorable de la part de l'université



d'El Azhar (la référence la plus reconnue pour la théologie islamique) a déjà tranché la question : c'est une coutume sociale et non un devoir religieux.

- La déclaration jointe du Pape et du Cheikh d'El Azhar aux Emirats Arabes Unis, appelant tous les fidèles et tous les hommes à la tolérance et à la Fraternité. (Document du 4 Février 2019 sur la Fraternité Humaine pour la Paix Mondiale et le Vivre Ensemble)

Contre l'autocratie

Le mouvement populaire en Algérie a imposé des élections en Algérie. Celui du Soudan a fait tomber le dictateur El Bachir. A noter que les deux mouvements ont été spontanés et auto-organisés.

Verra-t-on naître des démocraties à l'issue de ces mouvements, à l'instar de la Tunisie, ou au contraire assistera-t-on à une récupération par une autre forme d'autocratie ?



Deux membres de notre groupe qui connaissent l'Algérie sont optimistes. On rencontre en Algérie davantage de femmes émancipées n'hésitant pas à porter des T-shirts dans les manifestations. C'est un « signe faible » du rejet des contraintes sociales. À noter aussi que la crise économique est tellement endémique qu'il n'est pas probable que les gens fassent encore une fois confiance à quelque autorité supérieure. Bernard Bridi raconte ses rencontres avec les « bidoun ». Ces jeunes sans emploi sont tellement pauvres qu'ils doivent se relayer dans leur appartement pour trouver une place où dormir.

Pour ce qui est du Soudan, le mouvement est multi-ethnique. Les militaires ne pourront pas confisquer le pouvoir en jouant sur des appartenances ethniques. Historiquement les Soudanais ont été alimentés par un militantisme égalitaire, et eux aussi, ont vu leur fortune nationale dilapidée. Ils ne sont pas prêts à confier leur avenir à une forme de gouvernement où ils n'ont pas leur mot à dire.

En ce qui concerne le Liban

Contre le cloisonnement et la compartimentation : des mouvements de la société civile trans-confessionnels commencent à se manifester et à manifester, avec certaines fois des succès et certaines autres des échecs. Ils n'en pèsent pas moins sur la vie politique. Deux députés (sur 128) indépendants des partis traditionnels ont été élus au Parlement en 2018. Cela peut paraître peu de chose, mais c'est déjà un signe faible. Le mouvement est encore à la recherche d'un cadre d'action plus adapté à sa nature spontanée. Les déçus de l'état actuel des choses



tentent de se retrouver sur des terrains communs tout en gardant chacun son indépendance. Des initiatives dans ce sens se mettent en place.

Post-Scriptum d'octobre 2019

Au Liban, le gouvernement propose une taxe sur l'usage de WhatsApp le 16 Octobre 2019. C'est un évènement déclencheur. **Un ras-le-bol latent se transforme en un raz de marée humaine le 18 Octobre.** Plus de 300 000 citoyens sur une population totale de 4 millions se retrouvent dans la rue et bloquent la vie quotidienne. Ils expriment leur colère vis-à-vis d'un système autocratique qui les prend pour des « moutons ».

Ils expriment un **fort ressentiment à l'égard de l'insuffisance d'une démocratie soi-disant « représentative » qui sert d'outil de compartimentation et qui est de plus en plus inadaptée aux citoyens qui veulent avoir leur mot à dire dans ce qui les concerne.**

Les signaux que nous avons décrits dans notre note issue de la rencontre du 15 Mai comme étant des signaux faibles se transforment en signaux forts. Le gouvernement se propose de sortir un « papier de réformes économiques » qui a l'agrément des partis politiques. Mais il est à craindre que les gens dans la rue ne se reconnaissent pas dans les partis politiques.

Sans une forme de consultation participative, il est à craindre que cette solution demeure insuffisante et de courte durée, car c'est une solution d'en haut, peu adaptée à la vague de fond socio-culturelle qui anime le mouvement des citoyens dans la rue.

S'arrimer à la modernité : des initiatives dans le monde des arts, de Lettres, de la technologie se mettent en place. Un film libanais obtient un prix à Cannes et est nommé pour les Oscars. L'initiative du Dialogue des Alphabets (faire en sorte que des artistes de différentes nations collaborent à des œuvres artistiques qui expriment le dialogue des cultures) est un autre exemple. Partie du Liban, elle fait tache d'huile au niveau international. Elle est adoptée par l'Unesco. Des Libanais gagnent des prix de l'innovation technologique dans des compétitions du monde arabe.

L'emploi de demain : ce sont surtout **les universités qui prennent l'initiative** en créant des pépinières de start-ups, et en inaugurant des centres d'innovation, financés par des hommes d'affaires avant-gardistes. Le but est de préparer les étudiants aux emplois de demain en favorisant une adaptation aux technologies les plus avancées et à l'intelligence artificielle.

Leadership Autocratique, Leadership Catalytique

Le leadership autocratique est caractérisé par un processus de décision sur plusieurs niveaux selon le modèle de la pyramide. Dans ce cadre, les éléments de la base se posent la question du « comment se faire écouter par le leader ». Ceci est très fréquent au Liban. L'inverse est



requis. C'est au leader de se poser la question : quelle est la meilleure façon d'écouter, d'approcher les gens, comme le souligne Rajaa Zakaria ?

Le leadership autocratique est inadapté aux temps modernes. La complexité du monde actuel et le changement rapide qui le caractérise, requièrent un ensemble de compétences qui ne peuvent se retrouver dans une seule personne. Pour cette raison, il importe de s'assurer la coopération de plusieurs acteurs, non seulement des experts et des élites, mais aussi des plus proches du terrain. Seule une structure en réseau peut assurer cette coopération. **Le rôle du leader est de faire en sorte que cette structure en réseau fonctionne en catalysant les efforts de tous dans le sens de la solution souhaitée.**

Au Liban, ce type de leadership manque cruellement. Ceci explique le grand malaise que vivent des partis qui se vident de leurs effectifs, la colère que l'on constate dans la rue qui touche toutes les catégories sociales au-delà de toutes les compartimentations imposées par le système. De nouveaux partis commencent à émerger dont le leadership est catalytique.

On peut citer l'exemple de la structure des unités de Marines américains comme exemple de leadership catalytique. (Nous ne reprendrons pas ici le détail de cet exemple, car il ressemble à celui fourni par l'amiral commandant de sous-marin nucléaire.). Pour ce qui est des entreprises, il est important de passer du Cigar Manager au Mc Donald Manager.

La Démocratie participante

Au Liban, le système électoral est tel qu'on élit un député pendant quatre ans durant lesquels il devient intouchable même si, très souvent, il se montre aveugle ou sourd aux demandes de ces électeurs. **Ce type de démocratie représentative ne répond plus aux aspirations de la population, Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui demandent à avoir un mot à dire directement sur les sujets qui les intéressent.**

Est-ce que changer de mode de scrutin, comme certains le demandent, résoudra le problème ?

Il n'est pas sûr qu'un nouveau mode de scrutin permettrait une meilleure participation des citoyens à la vie publique.

Il faudra probablement **penser à pratiquer le « recall vote »** comme cela se fait dans plusieurs pays au monde dont les plus développés.

On pourra aussi initier des **consultations plus fréquentes des citoyens** à l'instar du « Grand débat », ou d'autres types de consultations qui ont lieu dans pas mal de pays européens.

Bien entendu, tout en s'inspirant des expériences des autres, il faudra veiller à les « domestiquer », à les adapter au contexte social et culturel du Liban.



Partie 2 - Signaux faibles de la métamorphose humaniste

Le souci du climat, « déclencheur » d'une métamorphose volontaire de grandes entreprises²

Aux Etats-Unis, majors pétrolières et gazières, constructeurs automobiles, ... s'opposent à Donald Trump et à ses mesures anti-environnementales

La dernière polémique en date porte sur la dérégulation des mesures visant à limiter les fuites de méthane dans l'industrie pétrolière et gazière. Contre toute attente, plusieurs majors, parmi lesquelles Shell, BP ou même ExxonMobil, se sont déclarées défavorables à cette mesure. Elles ont déjà commencé à travailler sur la question et se sont engagées, dans le cadre de la coalition Oil & Gas Climate, à tendre vers le zéro émission.

Un peu plus tôt dans l'été, Donald Trump a dû affronter une autre insurrection de la part cette fois des constructeurs automobiles. Le 25 juillet, Ford, Honda, Volkswagen et BMW ont signé un accord avec la Californie pour respecter des normes de CO2 plus sévères alors que le Président américain entend les assouplir. Un sacré revers qui a provoqué les foudres du locataire de la Maison-Blanche sur les réseaux sociaux.

En juin, 17 constructeurs automobiles avaient déjà demandé à l'administration de ne pas assouplir une série de règles antipollution, inquiets d'une régulation à deux vitesses et d'une instabilité juridique avec des recours possibles. 14 Etats se sont effet déclarés favorables au maintien des normes d'émission adoptées sous l'administration Obama et menacent de contester la nouvelle législation devant la justice.

Grève mondiale pour le climat : de plus en plus d'entreprises poussent leurs salariés à manifester

Le 20 septembre, trois jours avant le sommet de l'ONU sur le climat, les jeunes se sont retrouvés dans les rues du monde entier pour montrer leur détermination à lutter contre le changement climatique et appeler les acteurs étatiques et économiques à l'action. À cette occasion, de nombreuses entreprises à travers le monde ont poussé leurs collaborateurs à aller eux aussi manifester.



New York City, photo Heather Craig, Agence des médias de survie

² La plupart des signaux faibles relevés ici proviennent d'excellents articles de Novethic, « le média expert de l'économie responsable ».



Au-delà d'entreprises comme Lush, Patagonia ou Ben & Jerry's, traditionnellement engagées (dans un communiqué, elles ont déclaré vouloir faire une pause dans leurs affaires quotidiennes en forme de break dans le business as usual), une coalition australienne s'est créée autour d'une vingtaine d'entreprises. Elles sont aujourd'hui plus de 200 : des entreprises de tech, des fournisseurs d'énergie vertes, des marques de vêtements éthiques, mais aussi des banques, parmi lesquelles plus importantes du pays.

En France, c'est la marque de vêtement Burton, peu connue jusqu'à présent pour son combat climatique, qui s'engage concrètement. Sur son site, elle explique que ses boutiques resteront ouvertes lors des manifestations, comme lieu de rassemblement, mais qu'aucun achat ne sera possible. Quant au site de vente en ligne, comme plus de 1 000 autres sites (mais pas forcément commerciaux) à travers le monde dont Kickstarter, Tumblr ou Wordpress, il dirigera toute la journée vers la page [Global Climate Strike](#). Les collaborateurs, eux, sont incités à participer à la manifestation, mais "*seront payés quoi qu'il en soit*", souligne la co-présidente de Burton, Donna Carpenter.

Nestlé, Danone, Burberry... 87 grandes entreprises s'engagent à respecter une trajectoire 1,5°C

Le secteur privé passe à la vitesse supérieure. À l'occasion du Sommet Climat, 87 grandes entreprises, de Nestlé à L'Oréal en passant par Danone et Saint Gobain s'engagent à suivre une trajectoire 1,5 °C, respectant ainsi l'Accord de Paris. Si les entreprises les plus engagées sur le climat visaient auparavant 2°C, cette hausse des ambitions est un signe que l'urgence climatique pèse aussi sur l'avenir du secteur privé.

Une métamorphose parfois un peu « forcée » : le poids des opinions publiques, des salariés ou des pouvoirs publics

Le poids des « consom-acteurs » : le succès de l'application Yuka a forcé Intermarché à modifier ses recettes

Le patron du groupe Intermarché annonce en septembre 2019 vouloir retirer 142 additifs de 900 produits de marque distributeur d'ici un an et demi. L'objectif : obtenir une meilleure note sur Yuka, l'application qui dévoile les compositions des produits alimentaires et qui a déjà séduit 11 millions de Français.



Plus de 6 000 salariés d'Amazon poussent le géant à soutenir une résolution pro-climat lors de l'assemblée générale

Plus de 6 000 salariés d'Amazon demandent à leur entreprise, dans une lettre ouverte, de soutenir lors de la prochaine Assemblée générale une résolution pro-climat déposée par leurs collègues en janvier. Une action inédite dans la tech qui veut faire d'Amazon un "leader du climat".

En Norvège, le volontarisme des pouvoirs publics « paye » : plus de la moitié des voitures neuves sont électriques... corbillard y compris

Les Norvégiens, immensément prospères grâce au pétrole de la mer du Nord, auraient-ils une conscience écologique plus aiguë que les autres ? L'électrification rapide du parc automobile doit surtout à une politique publique généreuse : les voitures électriques sont presque totalement exemptées des lourdes taxes pesant sur les modèles à essence ou diesel, ce qui les rend compétitives à l'achat.

Des investisseurs de plus en plus soucieux des investissements « durables » qui contraignent les entreprises à être plus transparentes

En juin dernier, à travers le CDP (Carbon Disclosure Project), 88 grands investisseurs mondiaux ont publié une liste de 707 entreprises qu'ils accusent d'être insuffisamment transparentes sur leur rôle en matière environnementale (climat, préservation de l'eau ou déforestation). On compte dans cette liste 39 entreprises françaises.

Depuis 2003, l'ONG CDP effectue une campagne annuelle à l'aide d'un questionnaire pour recueillir des informations sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) des entreprises. En 2010 un module « Oil & Gas » a été ajouté. La même année, le CDP a étendu son champ d'action en proposant une enquête annuelle sur la gestion de l'eau « CDP Water » et, en 2013, une autre enquête à propos de l'impact sur les forêts « CDP Forests ». En 2019 ce sont 7000 entreprises qui ont répondu au questionnaire.

Selon le CDP, lors de la campagne 2018, au cours de laquelle les noms des entreprises n'avaient pas été communiqués, les entreprises ciblées avaient été beaucoup plus promptes à répondre au questionnaire que les autres. En rendant cette fois-ci publics tous les noms des entreprises soupçonnées de faire de la rétention d'information, l'organisation espère amplifier encore le mouvement.



Et, à la Prévert, d'autres alertes allant dans le même sens

- **Les consommateurs accroissent la pression sur les entreprises et sont de plus en plus vigilants sur les conditions humaines de production des produits.** C'est ainsi par exemple que sont mis en cause des producteurs espagnols bio qui exploitent une main d'œuvre immigrée illégale...
- On constate également une **accélération rapide dans le secteur de la cosmétique de l'abandon des ingrédients contestés par les autorités sanitaires et les consommateurs.** Des objectifs très ambitieux et à très court terme sont fixés.
- Initiative d'une quarantaine d'entreprises internationales (Danone en fait partie...) de consacrer 1 milliard de dollars pour aider des **populations en difficultés.**
- Le gouvernement français est en dialogue avec quelques grandes multinationales françaises afin de rédiger **un texte de loi très contraignant sur la place des femmes en entreprise.** Un des articles de la loi porterait à 50 % la parité homme-femme dans les comités de direction.
- Les discussions entre les gouvernements et l'industrie automobile polluantes vont conduire à **accélérer de façon déterminante le passage à l'électrique.** Certains constructeurs envisagent d'abandonner le moteur thermique assez rapidement.
- De grands distributeurs type Carrefour accélèrent leur mutation vers le bio. On va vers un 100 % bio.
- Dans le secteur du **logement social il y a également une accélération des investissements en faveur des logements économes en énergie,**
- **Nestlé est en train de faire un virage important en vendant ses marques dont les produits peuvent être considérés comme nuisible à la santé (ex : charcuterie...)**

Des signes d'une vitalité sociétale forte de la « société civile »

Des mobilisations citoyennes en tous genres fleurissent

Un vrai mouvement de mobilisation citoyenne semble à l'œuvre depuis quelques années et se renforcer. Il passe par les canaux de l'expression publique directe : pétitions, manifestes et actions collectives se multiplient

Il se révèle de manière évidente autour de l'urgence écologique, là encore, mais pas uniquement. Le thème des inégalités a lui aussi un poids fort, comme l'a d'ailleurs révélé le mouvement des Gilets Jaunes, dont le point de départ, ou plutôt le facteur déclenchant fut



bien le succès d'une pétition. Enfin, certains se lèvent pour la défense des valeurs de liberté individuelle et de démocratie dans des pays qui peinent à les respecter.

Quand « la rue » impose son point de vue : Soudan, Algérie, Hong-Kong, Russie

Cette année, plusieurs endroits dans le monde ont été le théâtre de mobilisations citoyennes qui ont, chacune à sa façon, réussi à faire fléchir leurs dirigeants.

Simple petit « rappel » :

- Au Soudan, pays aux mains des militaires depuis trente ans, des dizaines de milliers de manifestants ont régulièrement envahi les rues de Khartoum et d'autres villes, du pays entre décembre et juillet 2018. Ce mouvement de contestation (accompagné d'une répression parfois très violente) a d'abord mené à la chute du président Omar el-Béchi en avril. Puis il s'est poursuivi, contestant le Conseil militaire de transition qui avait pris sa succession, demandant aux militaires le transfert du pouvoir à un gouvernement civil.

Un accord de transition « historique » vers un pouvoir civil a finalement été conclu début août et signé le 17 août. Il a mis fin à près de huit mois de manifestation et a été accueilli dans la liesse... par la foule rassemblée à Khartoum.

- En Algérie, la foule aussi se manifeste. Depuis le 22 février dernier, tous les vendredis, c'est ce qu'on appelle le mouvement du « Hirak ». En octobre, à deux mois du scrutin destiné à élire un successeur à Abdelaziz Bouteflika, contraint « par la rue » à quitter le pouvoir en avril après 20 ans à la tête du pays, les manifestants continuent de protester, cette fois-ci contre les modalités de mise en place de la future élection présidentielle. Les ONG dénoncent une « répression croissante » qui ne semble pas parvenir à les contraindre de cesser.

« Affaire » à suivre...

- Hong Kong, pour la première fois depuis la rétrocession à la Chine en 1997, a été cette année le théâtre de protestations populaires sans précédent, contestant un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la « Chine continentale ». Première « victoire » des manifestants en mi-juin avec l'annonce de la suspension de ce projet. Mais la protestation continue ... pour réclamer un retrait définitif. En octobre encore la situation est loin d'être clarifiée.

- A Moscou, le journaliste d'investigation Ivan Golounov est arrêté le vendredi 7 juin pour « tentative de trafic de drogue » ... Devant le soutien immédiat de nombreux journalistes et sympathisants, qui dénoncent les « circonstances douteuses » de cette arrestation et qui se sont relayés immédiatement pour protester contre cette décision devant les locaux de la police de Moscou, le journaliste est relâché... dès le lendemain.



Un « petit exemple » symptomatique de mobilisation « spontanée »

Le 16 septembre, à Toulouse, une cinquantaine de militants de deux associations défenseuses des mobilités douce et de l'environnement (« Deux pieds deux roues »-2P2R et « 3Action non-violente Cop21 »-ANV-Cop21), armés de pochoirs et de pinceaux, ont mené une sorte d'action commando en transformant des rues de la ville en piste cyclable « sauvage ».

Leur objectif : montrer « le besoin urgent de modifier le modèle automobile qui prédomine à Toulouse » en pleine Semaine de la Mobilité et de mobilisation sur le Climat.

Le développement d'un vrai activisme citoyen chez les très jeunes : Greta Thunberg et les autres...

La Pakistanaise Malala Yousafzai, née en 1997, a été couronnée du prix Nobel de la paix à 17 ans pour son combat pour l'éducation des filles et contre les Talibans.

Plus récemment, la Suédoise Greta Thunberg est devenue à 15 ans la figure emblématique de la protestation contre l'inaction face au changement climatique.

Beaucoup d'autres « jeunes » (on devrait dire enfants) se sont engagés à sa suite dans le monde entier. Le sommet des jeunes pour le climat, qui a eu lieu à New York le week-end du 21 septembre, nous en a montré la réalité.



Photo par Li-An Lim sur Unsplash

<https://www.franceinter.fr/environnement/lilly-en-thailande-leah-en-ouganda-luisa-en-allemande-qui-sont-les-autres-greta-thunberg>

« **Demain est à nous** », documentaire réalisé par Gilles de Maistre, sorti en France le 25 septembre illustre formidablement bien ce véritable mouvement. Avec comme une espèce de slogan en guise de sous-titre : « Nous les enfants sommes en train de sauver le monde » !

José Adolfo, par la voix duquel ces histoires étonnantes nous sont contées dans le film, a reçu en 2018 à Stockholm le *Children's Climate Prize* pour son combat impressionnant en faveur de l'environnement. A 7 ans, il a réussi à créer une banque coopérative ET écologique permettant aux enfants de son quartier pauvre d'une petite ville péruvienne de gagner de l'argent. <https://www.journaldesfemmes.fr/societe/actu/2564228-jose-adolfo-ce-petit-banquier-ecologique-qui-change-le-monde/>



Les autres « héros » de ce documentaire sont tous ce qu'on qualifierait « chez nous » de pré-adolescents, âgés de 10 à 14 ans, parfois engagés avant d'avoir eu dix ans ! Leurs combats sont variés : lutte contre le trafic d'êtres humains, contre le travail des enfants, ou encore les mariages forcés, l'extrême pauvreté... ils s'engagent sur tous les fronts. Mais ils semblent avoir quelques points communs : **le souci de l'autres, des autres, et de l'avenir de notre humanité** les motivent tous. Et l'idée que chacun à son niveau peut faire quelque chose. Ils « soignent » la **métamorphose humaniste** et donnent aux adultes une formidable leçon de vie.



Le petit Français du documentaire, Arthur, dix ans, qui veille comme un adulte sur les SDF de son quartier de Cambrai en leur procurant de la nourriture grâce aux toiles qu'il peint et vend pour récolter de l'argent (et un certain talent de négociation avec les commerçants de son quartier aussi) le dit très bien : « je ne peux pas sauver tous les SDF, mais je peux faire quelque chose pour ceux qui vivent près de chez moi » (citation approximative).

Leur énergie pour un monde meilleur est communicative ! En Guinée par exemple, la jeune Aïssatou, 12 ans, se bat contre les mariages forcés de fillettes. Ceux-ci sont interdits par la loi mais les coutumes sont encore très fortes. Aïssatou va haranguer les passants dans la rue, sur les marchés, avec un mégaphone pour alerter la population. On la voit négocier âprement (et parvenir à ses fins) avec le maire de Conakry pour qu'il fasse intervenir la police lors d'une cérémonie et empêche un mariage. Le véritable « sauvetage » filmé ne peut laisser indifférent.



L'Ascenseur : collectif ET hybridation pour lutter contre la fatalité des inégalités sociales

En juin 2019, l'Ascenseur ouvre ses portes près de la place de la Bastille. Qu'est-ce que l'Ascenseur ?

Dressant le constat d'une inégalité face à « l'accès à l'éducation, à l'emploi ou à la culture », l'Ascenseur est un lieu « unique », qui fait cohabiter un collectif d'une vingtaine d'associations et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire. Les membres du collectif, qui interviennent de manière complémentaire à tous les âges de la vie, y sont rassemblés pour mutualiser les ressources, les bonnes pratiques et « les idées inspirantes » et...réussir leur pari : remettre l'ascenseur social en route !

Plus de 200 collaborateurs appuyés par 10 000 bénévoles sont mobilisés. Leurs périmètres d'action couvrent un ensemble de domaines : l'éducation, la culture et le sport, l'emploi et l'engagement associatif.



Dans une tribune publiée au moment du lancement de l'Ascenseur, intitulée « la France est mûre pour une transformation radicale », 25 des personnalités engagées dans ce collectif expliquent leur démarche collective, fondée sur leur refus commun de « la fatalité d'une France inégalitaire ».

Originalité de la démarche : l'Ascenseur a été créé à l'initiative conjointe d'Article 1 (association elle-même née de la fusion de deux associations nées en 2004 et 2005 dont l'objectif commun est d'accompagner des jeunes issus de milieux populaires vers leur réussite en tissant des liens et organisant des rencontres entre ces jeunes et des volontaires issus du monde professionnel, via des programmes de mentorat et des ateliers organisés partout en France) et... BNP Paribas, à travers sa direction de l'Engagement, soutenue par la direction générale de la banque.

Car, comme l'écrivent les signataires de la tribune : « Nous croyons à la pertinence des partenariats entre le public et le privé, entre les associations et les entreprises, entre l'économie sociale et solidaire et l'Etat ». « Faisant fi des préjugés et du politiquement correct, qui voudraient parfois faire de l'entreprise un ennemi plutôt qu'un partenaire ou un soutien » l'Ascenseur est donc lancé avec le soutien de BNP Paribas.

A suivre...



La métamorphose de la démocratie en marche ?

« L'université d'été de l'innovation publique » : 150 défis territoriaux pour une nouvelle gouvernance sociétale.

Les 9, 10 et 11 Juillet sur treize sites en France métropolitaine et outre-mer, des rencontres des cadres des collectivités territoriales (organisées par le CNFPT) se sont tenues pour développer des projets locaux, étudier les conditions nécessaires à leur réussite, chercher à associer ceux qui pourraient être des partenaires. Au total 2100 personnes ont été mobilisées, dont une cinquantaine d'élus. La manifestation a lancé 150 défis territoriaux à suivre dans les mois à venir. Irène Dupoux-Couturier était le « grand témoin » de la réunion de l'Isle d'Abeau réunissant 250 personnes pendant trois jours.

Les acteurs sont conscients de l'importance et de la difficulté de l'ouverture à la société civile et de la coopération entre différents types d'acteurs. Mais ces journées ont été le signe d'une vraie amorce de renouvellement de la gouvernance territoriale, fondée sur des « collectifs hybrides ». Des connivences se sont établies de régions en régions. Des réseaux se forment sur des thèmes communs à différents territoires comme « le numérique au service de la démocratie locale », « œuvrer pour la transition écologique » ou « transformer nos administrations ».

Cette métamorphose possible de l'administration (le mot « métamorphose » a été employé) avait été évoquée par Alain de Vulpian lors de deux interventions au ministère de l'Écologie, et du Développement Durable pour des fonctionnaires régaliens et territoriaux venant de différentes administrations. Irène Dupoux-Couturier avait conclu dans le même esprit un forum organisé à Paris par les services du Premier ministre sur la transformation des administrations territoriales en 2020. Patrick Degrave interviendra à l'INET (Institut National des Etudes territoriales) début octobre sur la métamorphose socioculturelle.

L'idée fait son chemin... Même si la démarche profonde en cours se heurte à tous les obstacles classiques des pouvoirs en place, elle s'étend. On peut parler d'un début d'ébauches de démocratie locale participative : l'administration à l'écoute de citoyens-acteurs.

Le CESE au coeur de la métamorphose de notre démocratie

Au niveau national, le Conseil Economique Social et Environnemental - CESE, troisième assemblée constitutionnelle française, a lui aussi engagé depuis quelques années un processus susceptible de métamorphoser notre vieille « démocratie représentative, bureaucratique et hiérarchique » évoquée par Alain de Vulpian dans « Eloge de la métamorphose ».

Cette institution encore trop méconnue a été conçue dès le départ pour constituer le trait d'union entre la « société civile organisée » et les pouvoirs institutionnels. A travers ses membres (les conseillers) sont présentes en son sein 80 organisations reflètes de la multiplicité



des questions qui suscitent de l'engagement citoyen. Mais si le CESE garantit l'expression de la société civile « organisée », il se devait de prendre également en compte l'expression « spontanée » de la société civile. Car cette assemblée joue un rôle central de « conseil » du gouvernement. Ainsi, les 2/3 des textes de loi reprennent les conclusions des avis qu'il rend à titre « consultatif ».

Depuis deux ou trois ans, sous l'impulsion de son président Patrick Bernasconi, **la volonté est affichée d'aller encore plus loin pour épouser de plus près les évolutions de notre société et particulièrement des besoins de renouvellement de sa pratique démocratique.**



Deux grandes orientations prises dans ce sens nous semblent essentielles à mettre en avant et à mieux (faire) connaître. Elles sont toutes deux symptomatiques de la transformation en cours : l'introduction de citoyens tirés au sort pour l'élaboration de ses « avis » et la mise en place d'une procédure « d'auto-saisine » de pétitions.

La procédure d'auto-saisine tout d'abord, qui relève d'un vrai travail de repérage des « signaux faibles » émis par les citoyens à l'adresse de ceux qui les gouvernent. Depuis 2017, le CESE a mis en place un « comité de veille des pétitions » en ligne. L'objectif est de repérer les sujets entrant dans son champ de compétence et pour lesquels, soit il n'a pas été saisi directement, soit la contrainte légale de saisine automatique du CESE n'est pas remplie³. Ce comité, présidé par le président du CESE, est constitué de 6 conseillers du CESE et se réunit chaque mois pour discuter de la pertinence de se saisir de telle ou telle question émergeant des pétitions en ligne.

Ainsi par exemple, le CESE s'est auto-saisi pour rendre un avis « Vieillir dans la dignité » à partir du repérage de 5 pétitions portant sur ce sujet.

Le grand intérêt de ce système est de prendre en compte des « paroles » citoyennes qui ne s'expriment pas forcément dans le cadre « organisé » des entités représentées au CESE. Et de se donner les moyens de repérer des thématiques émergentes dans la société et dont le traitement par les pouvoirs publics représente un véritable enjeu.

L'introduction du tirage au sort quant à elle a été initiée pour l'avis « **Fractures et transitions : réconcilier la France** » élaboré dans le cadre du Grand débat national. Après avoir conduit fin décembre une consultation en ligne au cours de laquelle plus de 31 000 personnes se sont exprimées, le CESE a auditionné deux porteuses de pétitions en ligne (Priscillia Ludosky « Pour une baisse des prix du carburant à la pompe » avec plus de 1,2 millions de signatures et Célia Gautier pour « l'Affaire du siècle » avec plus de 2 millions de

³ Depuis 2010, le CESE peut être saisi par voie de pétition citoyenne de toute question à caractère économique, social ou environnemental. Mais ces pétitions doivent atteindre le seuil de 500 000 signatures en format papier, ce qui est une contrainte très (trop) forte.



signatures). Puis a tiré au sort 28 citoyens (sur des critères de représentativité : âge, sexe, catégorie sociale, répartition géographique) pour constituer un groupe invité à participer à l'élaboration de l'avis.

Cinq d'entre eux (tirés au sort parmi les 28) ont même été intégrés directement à la commission temporaire chargée d'élaborer l'avis. Une première historique !

Et l'expérience semble avoir été couronnée de succès. Ainsi, aujourd'hui, avec le lancement de la « **Convention citoyenne pour le climat** », le CESE réitère l'expérience, mais à plus grande échelle. Cette expérience inédite représente un premier vrai test pour une généralisation du système. Sous l'égide du CESE, ce sont 150 citoyens tirés au sort parmi 50 000 personnes « pré-repérées » comme volontaires qui vont travailler ensemble pour rendre un « avis ».

Le CESE devient (ce sont les mots employés par son président) un véritable « **incubateur de démocratie participative** ».

Et cette assemblée est ainsi par ces deux voies en train de se transformer progressivement en ce fameux « Conseil de la participation citoyenne » évoquée par le président de la République dans sa conférence de presse post-Gilets jaunes... Il compte bien, Patrick Bernasconi l'a affirmé, tester d'autres outils de participation citoyenne : plateforme citoyenne, consultations, ateliers...

Les emojis, nouvelle écriture de la métamorphose ?

On les voit fleurir un peu partout dans les messages adressés sur les réseaux sociaux ou dans de « simples » sms. Les emojis, inventés en 1999 au Japon, semblent avoir le vent en poupe dans une société de plus en plus « intercommuniquante », en réseau, « comme un cerveau ».

Dans notre monde où l'écrit, sans qu'on s'en rende parfois compte, envahit nos écrans 📺 et donc nos vies, ces petits « signes » 🔍 apportent un plus aux messages.

Soit en permettant d'égayer par de simples images figuratives (comme on parle de peinture figurative 🌲) des messages un peu basiques qui prennent ainsi une connotation ludique 🍷 ; soit en reflétant l'état d'esprit 🌸 ou les émotions ❤️ de ceux qui écrivent, densifiant ainsi la communication 😊.



Quelques nouvelles d'Happymorphose

Soirée débat le 14 novembre à Paris : « C'était mieux demain »

Si vous êtes à Paris en novembre, vous êtes conviés à assister à une soirée débat avec Irène Dupoux-Couturier, autour du livre qu'elle a écrit avec Alain de Vulpian : « Homo sapiens à l'heure de l'intelligence artificielle. La métamorphose humaniste »

Ce sera à la librairie Fontaine à 18h puis au café le Carrefour à 19h, 50 rue de Laborde, Paris 8^e.

Et le 3 décembre à 19h au CUBE, à Issy-les-Moulineaux

La version américaine du livre « Homo sapiens à l'heure de l'intelligence artificielle. La métamorphose humaniste » est sortie en juillet dernier

Alain de Vulpian and Irène Dupoux-Couturier

Preface by Peter Senge

Translation by Richard Maxwell

HOMO SAPIENS Collapse or Fulfillment



The humanist metamorphosis

HAPPYMORPHOSE

